

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 03/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ISONAT SAS

ZI Bonvert
rue Barthélémy Thimonnier
42300 MABLY

Références : 23-001
Code AIOT : 0006112461

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/11/2022 dans l'établissement ISONAT SAS implanté ZI Bonvert rue Barthélémy Thimonnier 42300 MABLY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les résultats d'autosurveillance disponibles sur l'année 2021 montrent qu'une part non négligeable d'installations présente des dépassements parfois supérieurs au double de la valeur limite d'émission applicable. Une action nationale de l'inspection des installations classées est donc menée sur l'année 2022, orientée sur le respect des exigences réglementaires en matière de rejet aqueux, notamment le respect du programme de surveillance, le respect des transmissions des résultats, la mise en œuvre des contrôles de recalage et le suivi des actions correctives proposées en cas de dérive de l'autosurveillance.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ISONAT SAS

- ZI Bonvert rue Barthélémy Thimonnier 42300 MABLY
- Code AIOT : 0006112461
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ISONAT SAS (groupe SAINT GOBAIN) produit des panneaux d'isolation extérieure à base de fibres de bois sur la zone d'activités de BONVERT à Mably. L'origine est BUITEX, entreprise familiale qui a développé la marque ISONAT pour le traitement des fibres textiles (isolants, matelas). L'entreprise a évolué vers les fibres naturelles (bois, lin, chanvre) et le site de Mably a été construit pour développer des panneaux isolants rigides à base de fibre de bois. Sur le site d'exploitation, il existe deux lignes de production, l'une dédiée à la fabrication de panneaux rigides appelée ligne n° 6 et l'autre de panneaux flexibles appelée ligne n° 7 à partir de plaquettes qui sont des déchets de scierie (duramel et aubier). Les essences sont essentiellement des résineux issus des scieries exerçant dans un rayon de 60 km autour du site. Les différentes étapes du procédé mis en oeuvre consistent :

- à réceptionner et nettoyer les matières premières (plaquettes de bois) ;
- à déchiqueter/défibrer ces plaquettes (dissociation du bois en fibres) après passage dans un cuiseur à vapeur (ramollissement) ;
- à ajouter éventuellement des adjuvants et à sécher les fibres obtenues ;
- à réaliser le panneau : formation d'un matelas constitué de plusieurs couches de fibres, prépressage, affleurage, calibrage, thermopressage à la densité et épaisseur désirée et polymérisation (résine) pour lier les fibres et stabiliser le panneau.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques chroniques : action nationale rejets dans l'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Pour remédier à des non-conformités récurrentes pour les macro-polluants, l'entreprise a en 2019, après préétudes, lancé un appel d'offres pour mettre en place une station de traitement interne. S'agissant d'une pollution peu commune et difficile à traiter le choix s'est porté sur la SAUR et a été installé un traitement physico-chimique suivi de décanteur lamellaire. Après des essais en laboratoire sur un an, analyses DCO et essais de centrifugation, l'exploitant a adopté cette solution permettant un abattement de la pollution ; il a ensuite défini le cahier des charges et installé la station à proximité immédiate des ateliers dans un container de type maritime.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II	/	Sans objet
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
3	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
8	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet
9	Impermeabilisation zones de stockage	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site connaît des difficultés de traitements de ses effluents, et de respect de ses VLE applicables aux émissions dans l'eau, notamment sur les paramètres DCO et MES. Une amélioration globale de la situation est néanmoins constatée, avec la création d'une STEP physico-chimique en 2019 et plusieurs étapes d'amélioration de son pilotage, ce qui permet de connaître des épisodes de dépassements des VLE en concentration plus occasionnels, et un respect des VLE en flux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Constats : Un plan des réseaux daté existe, celui-ci décrit les différents réseaux enterrés. Il décrit l'ensemble des réseaux de distribution, et n'est pas dédié aux circuits d'eau et présente de façon peu lisible les différentes sources des effluents tels que décrits dans l'AP. En parallèle, il existe également un PID (schéma tuyauterie et instrumentation) affiché à la STEP interne, et transmis par l'exploitant à la suite de l'inspection. Celui-ci décrit les différentes sources d'effluents aqueux, et le schéma de traitement, mais ne correspond pas à un plan.</p> <p>L'ensemble des informations nécessaires à la réalisation d'un plan des réseaux est disponible pour l'exploitant. Un nouveau plan des réseaux, dédié aux circuits d'effluents aqueux est attendu sous 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Un nouveau plan des réseaux, dédié aux circuits d'effluents aqueux est attendu sous 3 mois.

N° 2 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2022, Points de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Un mesureur automatique est présent sur le site. Un point de prélèvement est aménagé et utilisé mensuellement par un opérateur extérieur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Fréquence de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : Conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation, le débit est mesuré quotidiennement, les paramètres MES et DCO sont analysés une fois par semaine par un laboratoire, sur la base d'un échantillon prélevé par l'exploitant. Un échantillon sur 24h est réalisé chaque mois par un second laboratoire tiers. Cet échantillon permet de réaliser les mesures demandées mensuellement ou trimestriellement par un tiers dans l'AP (débit, pH, température, MEST, DBO5, DCO, azote global, P total, hydrocarbures totaux, Aox). Il est noté que l'autorisation actuelle du site ne prévoit pas de fréquence de surveillance du respect des seuils de rejets des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Cela pourra être revu suite à l'instruction du nouveau dossier de demande d'autorisation environnementale.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Respect VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.
Constats : Des dépassements réguliers sont observés depuis 2020 sur les paramètres DCO, DBO5, MEST, et plus occasionnellement sur les AOX et l'azote global. Une amélioration de la situation est visible depuis le second semestre 2021, en particulier sur le respect des VLE en flux, qui faisaient l'objet de dépassements pour au moins un paramètre tous les mois jusqu'en mai 2021, tandis qu'un seul dépassement a été observé depuis juin 2021. En lien avec le point de contrôle suivant, il est nécessaire que l'exploitant poursuive le développement de solutions pour permettre de respecter les VLE, notamment en concentration.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dépassements et actions correctives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Suite aux nombreux dépassements de VLE pour les rejets aqueux et à la mise en demeure du site par arrêté préfectoral du 3 août 2018, l'exploitant a fait construire une STEP physico-chimique, qui est entrée en fonctionnement en mars 2020. En raison de l'exploitation peu optimisée de la STEP, les dépassements ont continué, ce qui a amené l'exploitant à financer le suivi de la station par un technicien spécialisé, présent sur site désormais et depuis septembre 2022 trois jours par semaine. Le respect des VLE en flux est désormais atteint. Néanmoins, les dépassements des VLE pour DCO, DBO5 et MEST en concentration restent réguliers. L'exploitant a commandé des travaux pour améliorer pilotage de la station, à l'origine de certains dépassements. La livraison des travaux est attendue fin janvier 2023 sur la STEP pour permettre suivi en continu et pilotage à distance. Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection de la livraison des travaux d'amélioration de la STEP, et de poursuivre sa déclaration régulière des émissions afin de contrôler l'efficacité des nouveaux moyens mis en oeuvre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection de la livraison des travaux d'amélioration de la STEP, et de poursuivre sa déclaration régulière des émissions afin de contrôler l'efficacité des nouveaux moyens mis en oeuvre.

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Transmission GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Les transmissions sous GIDAF sont réalisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Des prélèvements sont effectués par un laboratoire tiers accrédité tous les mois. Les méthodes d'analyse répondent aux normes décrites par les guides en vigueur. Un laboratoire agréé pour les substances soumises à surveillance réalise les analyses.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle de recalage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
Constats : Les contrôles sont effectués, mais l'exploitant ne déclare pas utiliser ces résultats pour vérifier la qualité de ses prélèvements et mesures internes. L'exploitant devra s'assurer de l'utilité des contrôles par un tiers, qui doivent permettre de vérifier l'absence de dérive de ses mesures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Imperméabilisation zones de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, MTD eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.
Constats : Les différentes zones de stockages du bois avant traitement et de la fibre sont imperméabilisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet